

L'importance de l'inclusivité pour une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) réussie

Par Christophe GOOSSENS, chargé de programme Eclósio



Photo d'illustration : Irrigation d'une parcelle au Cambodge

Au cours des quarante dernières années, l'utilisation des ressources en eau dans le monde a augmenté de près de 1 % par an et devrait continuer d'augmenter à un rythme similaire jusqu'en 2050, sous l'effet conjugué de la croissance démographique, du développement socio-économique, et de l'évolution des modes de consommation¹. Compte tenu des effets du stress hydrique au niveau local et du changement climatique, les pénuries d'eau saisonnières seront multipliées dans les régions où cette ressource est actuellement abondante (comme l'Afrique centrale, l'Asie de l'Est et certaines régions de l'Amérique du Sud) et s'aggraveront dans les régions où l'eau est déjà rare (comme le Moyen-Orient et le Sahel en Afrique). En moyenne, 10 % de la population mondiale vit dans des pays où le stress hydrique atteint un niveau élevé ou critique.

Dans de nombreux pays, les précipitations sont très variables, voire insuffisantes. Pourtant, la production alimentaire continue d'être presque exclusivement pluviale. Lorsqu'il n'y a qu'une seule saison de croissance, les agriculteurs-trices sont donc plus vulnérables aux précipitations irrégulières et aux sécheresses, ce qui se traduit par de faibles rendements et revenus. L'agriculture pluviale limite la production et la rentabilité des petits exploitant-es, en particulier dans le contexte du changement climatique ; elle est donc associée à une insécurité alimentaire plus élevée, à une alimentation de mauvaise qualité et à une forte variabilité saisonnière des régimes alimentaires.

Dans nos pays de coopération, l'irrigation contribue à la résilience des producteurs-trices en préservant leur sécurité alimentaire et leur nutrition en période de sécheresse.

Actuellement, seulement 6% des terres arables en Afrique sont irriguées et, en moyenne, la superficie équipée pour l'irrigation n'a augmenté que de 1,5% entre 1990 et 2015². En Europe, l'agriculture irriguée est un facteur d'intensification, afin d'augmenter les rendements, pallier le manque d'eau de pluie, et permettre de sécuriser et maintenir les exploitations agricoles. Mais l'actualité récente des oppositions aux projets de méga-bassines en France a révélé l'importance d'un accès inclusif aux ressources en eau.

Définition

L'irrigation est l'application artificielle d'eau sur des terres à des fins de production agricole, là où l'eau est soit indisponible, soit insuffisamment

¹ Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2023, UNESCO

² Water-Wise – Smart Irrigation Strategies for Africa; Malabo Montpellier Panel Report 2018

disponible. Pour assurer la bonne gestion de cette ressource, il existe une différence significative entre les enjeux selon les systèmes d'irrigation :

Les systèmes d'irrigation à petite échelle sont des initiatives d'irrigation menées par de petits exploitant-es qui possèdent et gèrent une parcelle de terrain individuelle ou font partie d'un système d'irrigation géré par la communauté. L'irrigation à petite échelle comprend donc une variété d'activités d'irrigation, allant des pompes à moteur et à pédale, et au détournement des eaux de surface jusqu'aux périmètres d'irrigation de plusieurs centaines d'hectares auxquels participent les petits exploitant-es en tant qu'utilisateurs-trices.

Les systèmes d'irrigation à grande échelle couvrent des superficies de 1 000 ha ou plus. Plus précisément, l'irrigation à grande échelle est définie comme tout système dans lequel il existe une organisation d'irrigation formelle, généralement parrainée par le gouvernement, responsable du développement et de la gestion des niveaux supérieurs du système de distribution et de la livraison de l'eau aux agriculteurs-trices.

L'irrigation dirigée par les agriculteurs-trices est un processus dans lequel les agriculteurs et agricultrices de petites parcelles pilotent la création, l'amélioration, ou l'expansion de l'agriculture irriguée, souvent en interaction avec des acteurs externes, notamment le gouvernement, le secteur privé ou des organisations non gouvernementales.

Les initiatives menées par les agriculteurs-trices touchent tous les types d'irrigation existants en termes d'échelle, de technologies, de cultures et de modalités de gouvernance.

L'approche participative GIRE

La rareté de l'eau est le plus souvent due à une mauvaise gestion de la ressource, à la non-participation ou inclusion d'un ou l'autre de ces acteurs. La solution requiert une approche intégrée et participative qui se réfère à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). L'eau est un bien économique, environnemental, et social. Pour assurer une gestion coordonnée inclusive, quatre principes sont définis suite à la conférence internationale de Dublin en 1992 :

- La gestion de l'eau douce doit se faire au niveau de bassin car l'eau douce est limitée ;
- L'approche doit être participative pour une bonne exploitation de l'eau ;
- Les femmes sont au cœur de l'approvisionnement, de la gestion et de la conservation ;

- L'eau a une valeur économique donc doit être considérée comme un bien économique.

Les enjeux de la GIRE sont de trouver l'équilibre entre la subsistance sur l'utilisation et la protection ainsi que la conservation de la ressource. Aussi, les définitions ci-dessus ont toutes en commun une articulation multi-acteurs pour l'exploitation de l'eau. Elle incorpore des types d'acteurs différents, de tous les secteurs ; une gestion de l'eau par coordination entre ces acteurs est essentielle pour ne pas compromettre sa durabilité et celle des écosystèmes en général. Des interventions multi-acteurs doivent donc être articulées entre elles à de multiples niveaux, dans le cadre de politiques publiques de niveau macro.

Enjeux de la gestion inclusive des ressources en eau

Le partage des rôles et des fonctions des acteurs est un élément essentiel du schéma opérationnel de l'établissement d'un système de gestion de l'eau.

L'importance est de réellement répondre aux besoins des irrigant-es. Il faut mettre l'irrigant-e au centre des préoccupations ; les impliquer dès le départ dans la conception des systèmes irrigués est essentiel que ce soit sur les systèmes à petite ou grande échelle.

Analyser les intérêts et les moyens des irrigant-es, et décrypter les rapports de forces à l'œuvre sur le périmètre, le territoire ou la filière, sont nécessaires, afin de vérifier si les services d'irrigation en place ou à développer permettent vraiment de répondre aux intérêts des irrigant-es. Les fermes irriguées sont impactées par une multitude de facteurs : structures foncières et pratiques paysannes, fonctionnalité du périmètre, gouvernance du territoire et de la filière, évolutions des contextes socio-politiques et économiques, changements climatiques, etc. Trop souvent, l'irrigation encourage une spécialisation excessive des fermes autour d'un seul produit, alors que les irrigant-es sont pour la plupart des fermes familiales qui souhaitent maintenir un système de production diversifié plus résilient.

Les associations des usagers de l'eau (AUE) sont des organisations officielles grâce auxquelles les agriculteurs gèrent un système d'irrigation commun. Les AUE qui connaissent le plus de succès sont celles de petite taille, dans lesquelles les agriculteurs·trices adhèrent à des normes similaires et bénéficient du capital social d'autres institutions locales. D'autres ne parviennent pas à obtenir les résultats escomptés du fait d'une mauvaise définition des rôles et des responsabilités, d'un manque de participation des femmes, et de faiblesses des autorités administratives, entre autres. L'efficacité des AUE peut également se trouver limitée par des directives centrales qu'imposent, souvent sous forme de règlements obligatoires, les autorités.

De nombreux dispositifs favorisant les services

des bassins versants contribuent à l'adaptation au changement climatique grâce au renforcement de la résilience, un rôle qui leur est de plus en plus reconnu. Les bénéfices conjoints générés par les approches écosystémiques démontrent clairement la pertinence des solutions fondées sur la nature. A ce propos, nous vous invitons à découvrir l'article de Di Maggio Lisa sur le *Keyline design*³ dans notre collection.

Alors que les compagnies spécialisées dans les infrastructures hydrauliques ou la distribution d'eau cherchent surtout à réduire leurs coûts, les avantages fournis par une adaptation au changement climatique revêtent un intérêt particulier pour les communautés rurales. La protection de la biodiversité ainsi que la création d'emplois et de formations comptent parmi les autres bénéfices. De par leur diversité et leur portée, ces bénéfices suscitent un intérêt marqué de la part d'un large éventail de parties prenantes et de partenaires potentiels.

Conclusion

La stratégie d'intervention de l'État sur l'irrigation doit accepter et prendre en compte les compromis et synergies éventuels entre la poursuite d'une politique de sécurité alimentaire nationale et la prise en compte des besoins des exploitants familiaux pour des moyens de subsistance diversifiés et résilients.

La mise en place de mécanismes de dialogue multi-acteurs devraient permettre une mise en perspective des différentes logiques, et la négociation entre acteurs pour le choix des stratégies les mieux adaptées.

Elle devrait permettre une meilleure intégration des cultures dans une perspective intégrée de développement du territoire et une réduction des conflits entre les usages multiples des systèmes d'irrigation.

L'irrigation doit devenir une priorité politique majeure et une priorité d'investissement à long terme. Le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans la conception, le développement et la diffusion de technologies innovantes et intelligentes pour l'irrigation, mais cela doit se réaliser dans un cadre de dialogue avec les irrigants et en conformité avec des règlements environnementaux afin d'assurer la durabilité.

L'irrigation nécessite une action collective dans la plupart des circonstances. Des incitations à l'action collective doivent être fournies, ainsi que des politiques favorisant les mécanismes de résolution des conflits au niveau local.

3 Disponible sur le site internet d'Eclosio à cette adresse : <https://www.eclosio.org/wp-content/uploads/2023/12/Keyline-Design-Lisa-Di-Maggio.pdf>